
LA NORME LINGUISTIQUE À RADIO-CANADA

Robert Dubuc*

Par un concours de circonstances et aussi par un souci de qualité qui l'honore, Radio-Canada a longtemps fait figure de modèle de langue au Canada français. Il faut remonter aux origines de l'entreprise d'État pour comprendre mieux le phénomène. Dès sa fondation en 1936, ses premiers dirigeants francophones, notamment Augustin Frigon et Marcel Ouimet, ont fait un choix linguistique qui s'est imposé comme la langue des ondes. Le modèle choisi correspondait à la langue de l'élite cultivée du Canada français d'alors.

Des annonceurs triés sur le volet

Ce choix linguistique s'est d'abord traduit par une sélection rigoureuse des annonceurs qui a permis à des Miville Couture, Jacques Desbaillets, Mario Verdon, Marcel Paré et Raymond Laplante, pour ne nommer que ceux-là, d'incarner ce qu'on a appelé plus tard « le français de Radio-Canada » et qui n'était autre que le français de la classe cultivée du Canada français. Ce français se démarquait du parler populaire par une conscience nette des niveaux de langue, un resserrement de la prononciation des voyelles, l'articulation franche des consonnes et la dépalatisation des d et des t. C'est d'ailleurs, le modèle de langue adopté par les écoles de diction de l'époque, où se formaient la plupart des futurs annonceurs et les comédiens. Il faut souligner ici l'importance du rayonnement de M^{me} Jean-Louis Audet qui a formé tant de nos meilleurs présentateurs et comédiens. De sa fondation à l'immédiat après-guerre, Radio-Canada a affiché une langue d'antenne très près de la langue écrite, où l'improvisation n'avait pas sa place. Souvent même les interviews étaient préparées d'avance par questions et réponses. Le souci de correction était donc incontestablement présent, souvent même au détriment du naturel et de la spontanéité.

* Robert Dubuc est terminologue agréé.

Dans le sillage de Radio-Collège

De 1945 à l'arrivée de la télévision en 1952 se vit à Radio-Canada la belle aventure de Radio-Collège. Sous ce titre, ont été diffusées sur les ondes de la radio publique de multiples séries d'émissions éducatives touchant à de nombreux domaines des arts et des sciences. Ces séries ont été animées par les grands noms de l'élite intellectuelle du Canada français. La présence de ces conférenciers distingués a contribué à assouplir le modèle linguistique de référence pour ouvrir la porte à plus de souplesse et de naturel. Le style de la communication radio devient moins déclamatoire, sans rien sacrifier du souci de correction qui l'avait marqué jusque-là. Cette influence ouvre la porte à la possibilité d'improviser dans une langue qui se rapproche davantage de la conversation soignée que de l'écriture. Sur le plan linguistique, l'animatrice Marcelle Barthe a marqué cette période par l'utilisation d'une langue radiophonique correcte, certes, mais empreinte d'un naturel de bon aloi. C'est à elle aussi qu'on doit la présence à l'antenne d'émissions consacrées à la langue française. On se souviendra de La langue bien pendue où chaque samedi soir une tribune de linguistes discutaient de nos erreurs de langue. À cette émission ont participé, au cours des années, Pierre Daviault, surintendant du Bureau des traductions à Ottawa, Jean-Marie Laurence, linguiste et grammairien, Philippe Panneton, écrivain, René de Chantal, professeur à l'Université d'Ottawa, Jean Darbelnet, professeur à l'Université Laval, Jean-Paul Vinay, à l'époque professeur à l'Université de Montréal. La présence de ces émissions à l'antenne n'a pas peu contribué à susciter pour la bonne langue un intérêt soutenu et à générer auprès du personnel d'antenne un sain souci de correction.

Vers plus de naturel

Quand la télévision fait son apparition en 1952, le fruit est mûr pour un modèle de langue plus naturel, moins guindé. L'arrivée à Radio-Canada de Henri Bergeron, dont la présence marquera tellement notre télévision nationale, confirmera cette tendance, sans reniement de la norme implicite qui régit la langue des ondes depuis ses débuts. La présence, à la tête des réseaux français, d'humanistes comme, notamment, Gérard Lamarche, Roger Rolland, Raymond David, a permis d'y maintenir une politique linguistique soucieuse de qualité.

Ce souci de qualité touchait surtout la langue orale, c'est-à-dire le modèle phonétique en place depuis les débuts de Radio-Canada. Pour la syntaxe et la morphologie, on faisait confiance aux connaissances acquises des gens « instruits », ce qui n'était pas toujours suffisant pour garantir la qualité de français. Radio-Canada était, faut-il le rappeler, une entreprise qui relevait du gouvernement fédéral. À l'époque, la langue de travail y était très majoritairement l'anglais, même à l'intérieur des structures administratives des réseaux français.

Un statut interne pour le français

Lorsque les premiers courants d'air de la Révolution tranquille se sont fait sentir, certains cadres francophones, à l'intérieur de l'entreprise, digéraient mal cette absence de statut du français comme langue de travail. À sa nomination au siège social, comme responsable francophone des services de presse et d'information, Jean-Jules Trudeau s'adjoint les services d'un premier traducteur, Philippe Desjardins. Ce dernier sera à l'origine d'une véritable révolution touchant le statut et la qualité du français dans l'entreprise. Desjardins est consterné par la qualité du français qui circule à l'intérieur de Radio-Canada. L'omniprésence de l'anglais a gangrené le français administratif et technique. Il entreprend un premier travail pour franciser et rationaliser les appellations d'emplois. Il met sur pied un comité qui, après six mois de travail, publie une première liste bilingue des emplois à Radio-Canada.

Un Comité de linguistique

Ce premier travail ne colmatait qu'une brèche dans une trame linguistique passablement mal en point. C'était toute la langue administrative qu'il fallait redresser par une lutte systématique aux anglicismes et un travail terminologique suivi pour franciser la langue de travail. L'expérience du comité de travail pour les appellations d'emplois servira de modèle à la constitution d'un comité interne, représentant les principaux secteurs d'activité des réseaux français. Ce comité aura pour mandat de lutter contre les anglicismes, de mettre au point une terminologie française pour les réalités désignées en anglais et, d'une façon générale, de promouvoir un français de qualité en luttant contre les impropriétés et les erreurs de syntaxe.

Ce comité aura travaillé pendant plus de trente ans, avant de faire naufrage dans le cyclone des compressions budgétaires des années 1990. En trente ans, il a publié plus de 7000 fiches, touchant autant des problèmes de grammaire que de terminologie. Il a fait paraître dix-huit volumes du bulletin C'est-à-dire, où ont trouvé place d'innombrables études inspirées d'une norme, définie par Jean-Marie Laurence, linguiste et grammairien, entré au service de Radio-Canada à la fin des années 50. En matière de morphologie et de lexique, les grands dictionnaires du français commun constituent la référence. Pour la grammaire, c'est Le bon Usage de Maurice Grevisse, le Dictionnaire des difficultés de la langue française d'Adolphe Thomas qui sont les ouvrages dont l'autorité est le plus souvent invoquée. Pour la phonétique, on explicitera dans C'est-à-dire la norme implicite du modèle radio-canadien, suivie depuis les premières heures de l'entreprise.

Grâce au Comité de linguistique, les réseaux français ont pu se doter d'un véritable service de linguistique qui devait assurer la permanence du Comité. En plus de fournir un service de traduction compétent, le Service assure la rédaction des fiches mises au point au Comité, la publication du bulletin C'est-à-dire et la gestion des abonnements. Les publications sont distribuées gratuitement à tout membre du personnel qui en fait la demande. Elles sont aussi mises à la disposition du public en retour d'un droit d'abonnement minime. Le Service a également pris l'initiative de recherches terminologiques en divers domaines (radio et télévision, théâtre, droit d'auteur, sport, gestion, etc.). Grâce à ces recherches et à la documentation accumulée, le Service a assuré un service de consultation linguistique auprès du personnel. Il a en outre dirigé pendant plus de vingt ans la publication d'une feuille de rappel hebdomadaire, intitulée Que dire?, où étaient signalées et commentées les erreurs relevées à l'antenne ou dans les documents administratifs. Cette feuille était distribuée à tout le personnel d'antenne et aux journalistes des salles de nouvelles. Il faut souligner ici le travail du journaliste Camil Chouinard, qui pendant de nombreuses années s'est employé à relever la qualité de la langue dans les informations, à l'aide du Que dire? comme instrument d'animation. La période de 1960 à 1990 a marqué l'âge d'or du français à Radio-Canada et de son rayonnement dans tous les médias.

Crise économique ou crise de croissance

Le crise économique du début des années quatre-vingt-dix, par le biais des compressions budgétaires, mettra un terme à cette activité bouillonnante. Le travail accompli a certes laissé des traces. Mais l'attrition des effectifs laisse place à une nouvelle génération d'artistes et d'artisans qui n'ont pas subi l'influence des activités pédagogiques du Comité et du Service de linguistique. De ce fait, la norme de référence s'est distendue : on perd de plus en plus le sens des niveaux de langue, le populaire et le familier s'infiltrent dans des situations de communication à caractère officiel. De nouveaux anglicismes, surtout des anglicismes de mode (chum, cool, hot, deal, etc.) déplacent les termes français corrects tandis que les vieux anglicismes, qu'on croyait à jamais occis, refont surface. Les écoles et les conservatoires mettent sur le marché des présentateurs et des comédiens dont la formation linguistique est déficiente, ce qui n'aide en

rien au maintien d'une norme de qualité à l'antenne. La radio, avec de biens modestes moyens, tente héroïquement de réagir. La présence d'un conseiller linguistique contribue au maintien d'une certaine culture de la correction. Mais il ne semble pas y avoir un souci semblable à la télévision, dont l'influence est sans commune mesure avec celle de la radio.

En somme, de plus en plus, Radio-Canada, imitée en cela par tous les médias, au lieu de fournir un modèle de langue à son public, se contente de lui présenter un miroir de ses façons de s'exprimer. Cette mentalité semble dans l'esprit du temps, puisque même le gouvernement se fait de plus en plus timide face à toute forme de dirigisme linguistique. S'agit-il vraiment d'un choix de société ou simplement d'une paresse à l'égard de toute forme de dépassement?